



**2013
31
janvier**

Collectif Fonction Publique CGT 13



La CGT, la FSU et Solidaires annoncent la présence de 150 000 manifestants en France dans quelques 120 rassemblements et manifestations des 3 versants de la Fonction publique le 31 janvier 2013.



Plus de 9000 agents publics dans les rues de Marseille !

Les fonctionnaires d'Etat, Territoriaux et Hospitaliers sont descendus dans les rues pour dire leurs légitimes exigences et leur fort mécontentement face aux décisions gouvernementales.

Que ce soit sur les salaires, l'emploi public, le jour de carence, la titularisation des contractuels, la Modernisation de l'Action Publique (ex RGPP), l'acte 3 de décentralisation, les fonctionnaires exigent qu'une autre politique soit mise en œuvre et que des mesures urgentes soient prises.

A Marseille, sur le Vieux-Port, avant le départ du cortège, les agents des secteurs de la Santé, des Finances publiques, de la Poste, des Territoriaux, de l'Education ont témoigné de leurs conditions de vie et de travail, de la remise en cause des missions publiques et des luttes en cours.

Les Retraités sont également intervenus pour rappeler la baisse des pensions et les difficultés de vivre dignement sa retraite.

De nombreux intervenants ont fait référence à la DIGNITE, tant en ce qui concerne la reconnaissance des qualifications et le salaire mais aussi dans les conditions d'accueil et de traitement des usagers, du public.

« Ce n'est pas aux fonctionnaires et aux salariés de payer la crise ». Cette affirmation a également été portée haut et fort, tout comme l'exigence de réparation des dégâts causés par 5 années de Sarkozisme et de casse des services publics.



D'autres choix sont possibles alors que 20 milliards de cadeaux fiscaux sont octroyés en 2013 aux entreprises. On peut s'interroger sur l'efficacité économique de cette décision alors que ce montant correspond à 1 million d'emplois au SMIC !

Au terme de la manifestation, avant qu'une délégation syndicale ne soit reçue en Préfecture par le Directeur de cabinet du Préfet, l'intersyndicale CGT FSU Solidaires s'est félicitée du succès de cette journée de

lutte départementale et de la présence de plus de 9000 manifestants.

En conclusion, lors de la prise de parole devant les manifestants rassemblés, la Cgt a rappelé que

l'esprit de Résistance qui s'est forgé face à la « rupture » et à la casse du contrat social de Sarkozy était toujours présent. La CGT a rappelé que les tergiversations du gouvernement ne sont plus tolérables sur la question des emplois, du salaire, de la justice sociale alors que dans le même temps, le Medef et le patronat sont gratifiés de nouveaux cadeaux fiscaux et autres exonérations.

Le 31 janvier 2013 a incontestablement une dimension sociale nationale dans un paysage où ceux de Florange, ceux de Fralib, ceux de PSA Aulnay, de Renault ou encore de Goodyear luttent et attendent des réponses à leurs revendications. Pour la CGT, la politique d'austérité est mortifère pour les salariés, les retraités, la population. Ce sont les augmentations salariales et les créations d'emplois qui permettront une vraie sortie de crise.

A l'approche du rendez-vous avec la ministre de la FP le 7 février, les fonctionnaires auront-ils enfin droit à de vraies négociations après ce 31 janvier ? Le gouvernement ne peut plus se réfugier dans le déni face aux agents du secteur public sauf pour masquer sa soumission à une idéologie libérale de casse des services publics français.

Il sait, maintenant, qu'il lui faudra compter avec ceux des nombreux travailleurs du secteur public qui croient encore aux valeurs sociales de solidarité, de continuité, d'égalité, de croissance, de redistribution des richesses qu'ils produisent, dont le Service public est un formidable outil, le formidable outil, de mise en œuvre.

Face aux orientations actuelles du gouvernement et aux choix budgétaires, seules les luttes et le rapport de force permettront de réelles avancées pour les salariés.

C'est le sens et la portée de cette journée de convergence de lutte qui a mobilisé les trois versants de la fonction publique et les personnels précaires des services publics.

Marseille le 31/01/2013

